



## ASIA FOCUS

# QUEL AVENIR POUR LA RELATION IRAN-CHINE ?

- 2<sup>e</sup> PARTIE -

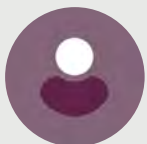
Débat avec **Michel Makinsky** / Directeur général d'Ageromys International  
et **Théo Nencini** / Professeur à l'Institut catholique de Paris et Sciences Po Grenoble

*Animé par Emmanuel Lincot, sinologue, chercheur associé à l'IRIS.*

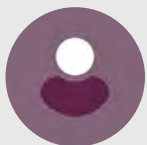
Janvier 2024



## DÉBAT ENTRE



**Michel Makinsky** / Directeur général d'Ageromys International, consulté par le MEDEF sur l'Iran, membre du conseil scientifique de l'Institut d'études de géopolitique appliquée (IEGA).



**Théo Nencini** / Professeur à l'Institut catholique de Paris et Sciences Po Grenoble. Après une carrière de conseiller en stratégie sur le Moyen-Orient, il a entrepris des recherches doctorales sur les relations entre la Chine et l'Iran. Il enseigne à l'Institut catholique de Paris et Sciences Po Grenoble.

---

## PRÉSENTATION DE LA COLLECTION ASIA FOCUS

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME  
**ASIE-PACIFIQUE**

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

*Ce débat, publié par Asia Focus en deux volets, a été retranscrit par la promotion des étudiants de la promotion 2023-2024 du Master Géopolitique et sécurité internationale de la Faculté des sciences sociales et économiques et de droit (FASSED) de l'Institut catholique de Paris. Animé par le Professeur Emmanuel Lincot, sinologue et chercheur associé à l'IRIS, ce débat a eu lieu à l'automne 2023 et a réuni deux experts, Michel Makinsky et Théo Nencini. Trouvez ici la retranscription de la 2<sup>e</sup> partie.*

**EMMANUEL LINCOT :** Quid de l'évolution du régime, Théo Nencini ? Est-ce que le régime s'est durci ? Est-ce qu'il y a une évolution sur le plan conjoncturel du fait justement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine ? Est-ce qu'il y a un impact sur le régime iranien ?

**THÉO NENCINI :** J'imagine que tous les présents ici ont eu écho de l'important mouvement de contestation qui, l'automne dernier, a fortement secoué les principales villes iraniennes, en réaction au décès de Mahsa (Jina) Amini, une jeune fille originaire du Kurdistan iranien décédée à Téhéran après avoir été arrêtée – et violemment malmenée – par la police des mœurs pour avoir mal porté son voile. Cet événement, et l'agitation sociale à laquelle il a donné lieu (qui a par moments sérieusement inquiété les autorités du régime), ont fait l'objet d'une très importante couverture médiatique en Occident. Effectivement, ces manifestations étaient d'une ampleur inégalée en République islamique en ce qu'elles remettaient en cause les fondements mêmes de la légitimité du régime – ce qui n'avait pas été le cas lors du Mouvement Vert de 2009, qui s'était « limité » à dénoncer la fraude électorale ayant permis la réélection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence de la République, et plus généralement, s'insurgeait contre la mauvaise gouvernance politique et la corruption généralisée au sein du régime, mais n'était pas allée jusqu'à remettre en cause son existence même. Ce qui pose problème, c'est que le récit mis en avant dans les médias occidentaux était (et reste) en décalage par rapport à la réalité du terrain. Très (trop) rapidement (et aussi de par l'entremise de la diaspora iranienne établie en Europe et en Amérique du Nord), on a commencé à qualifier le mouvement *Zen, Zendeghi-e Azadi* (« Femme, vie, liberté ») de « révolution » ou de « mouvement révolutionnaire » en cours en Iran. Le récit médiatique occidental se nourrissait en fait de lui-même et des quelques images et vidéos circulant sur les réseaux sociaux (seuls témoignages tangibles de ce qu'était la réalité du terrain – les journalistes étrangers n'étant pas présents en Iran), et la chute du régime iranien est devenue

rapidement une sorte de réalité inexorable, corroborée à coups de titres de journaux, d'éditions spéciales et d'experts invités sur des plateaux télévisés. Bien entendu, mon analyse n'engage que moi, et mes analyses restent par définition subjectives ; mais j'ai vécu en Iran, et j'entretiens des contacts dans ce pays. Il n'y a pas de processus révolutionnaire en cours. Du moins, s'il existe, il est extrêmement latent, et relève plus de la transition générationnelle que de la révolution. Le mouvement *Zen, Zendeghi-e Azadi*, qui a été brutalement réprimé par les forces armées et de police, consistait essentiellement en l'organisation, plus ou moins spontanée, de manifestations de type « flash mob » (généralement en pleine rue), éparses et sporadiques, relayées notamment sur les réseaux sociaux. Surtout, ce mouvement était (et reste) très majoritairement l'affaire de la (très) jeune génération. Cette variable est à mon sens la plus décisive, je vais y revenir.

De son côté, le régime était bien sûr très inquiet. En preuve la violence démesurée avec laquelle il a répondu à un mouvement jusque-là largement pacifique. Craignait-il une « révolution » ? Difficile de le savoir. Ce qui est certain c'est que le régime iranien sait ce qu'est une révolution. Et, en Iran comme ailleurs, une révolution relève avant tout d'une crise identitaire, d'un hiatus politique séparant le peuple de ses dirigeants. La révolution de 1978-1979, qui n'est devenue « islamique » que successivement, doit son succès politique à l'usage par l'Ayatollah Khomeiny d'une « carte joker » : le chiisme. Les Iraniens ont en effet une identité double, à la foi « chiite » et « persane ». Avant lui, le Shah Mohammad Reza Pahlavi avait centré toute sa légitimité politique – et par conséquent, l'identité du pays tout entier – autour de la « persanité », la seule différenciant l'Iran de l'ensemble de ses voisins, et conférant à ce pays, « *plus ancienne entité politique existant de manière ininterrompue sur un territoire défini* », un statut à part dans la région. Pour asseoir son pouvoir, Khomeiny a renversé la table : il a utilisé « l'identité-bis » des Iraniens, la religion, qui lui a permis de construire un projet politique dans lequel une large majorité d'entre eux pouvait s'identifier (85%, plus importante que la précédente qui ne s'adressait qu'aux « Persans » : 55%). Le fait est qu'aujourd'hui les Iraniens n'ont pas d'identité-bis à la clé. C'est pour cette raison que je parle plus volontiers de « transition générationnelle », voire même de « révolution générationnelle » que de révolution tout court. Celle-ci est inscrite dans les mœurs des adultes de demain. Et n'aura donc pas d'effets tangibles avant demain. (*En s'adressant à l'auditoire, réunissant des étudiants de Master 2*) Les jeunes iraniens de votre âge, ils pensent

comme vous. Je les ai fréquentés : ils s'habillent comme vous, ils pensent comme vous (à quelques exceptions près). Ce sont eux qui remettent en cause la légitimité de la République islamique fondée sur l'idéologie khomeyniste et souhaitent la renverser.

L'objectif du régime iranien, comme de tout autre régime politique, est d'assurer sa durabilité, se maintenir au pouvoir. Comme d'autres administrations « révolutionnaires » avant lui, il a une composante générationnelle centrale, née entre 1956 et 1964. Des jeunes qui avaient une petite vingtaine d'années à l'époque de la révolution, et qui ont ensuite composé l'essentiel de l'ossature administrative, institutionnelle, politique et militaire de ce régime. Cette génération a aujourd'hui entre 60 et 70 ans. Dans ce contexte, la question qui se pose est celle de la transition générationnelle du régime iranien : comment pourra-t-il durer dans le temps, une fois que ces gens-là, aux manettes depuis 40 ans, ne le seront plus ?

La réponse demeure essentiellement répressive, et à tous les niveaux. Dans le cadre de la dualité qui caractérise l'architecture du système politique iranien qu'a bien rappelée le Professeur Lincot, c'est à présent la composante idéologique du régime (qui fait référence au Guide suprême), et en son sein, la plus « dure », qui s'est emparée du pouvoir, notamment à la faveur de la présidence Ahmadinejad (qui a permis l'entrée massive des membres du CGRI dans les administrations d'État et l'ensemble de l'appareil politique à partir des années 2010-2011). La structure « officielle » de cet appareil, élue au suffrage universel, représentée par le Parlement (le *Majles*), le président de la République, le gouvernement, les diplomates, l'armée régulière, etc. n'a en réalité aucun véritable pouvoir. Le régime est depuis plusieurs années en train de se renfermer autour de sa garde prétorienne : le CGRI, et juste en dessous, le corps des *Bassidj*, qui quadrille le territoire. C'est à cette configuration particulière que s'applique la « révolution générationnelle » en cours.

J'ai une analyse toute personnelle à ce propos, que j'ai eu l'occasion de partager à certains représentants iraniens, et autour de laquelle est centrée une tribune que j'ai publiée dans le journal La Croix en décembre dernier. Elle suit le raisonnement suivant : les idéologues de la République islamique, Khomeiny au premier chef, ont fait de la religion (l'islam chiite duodécimain) le dogme fondateur de la légitimité de l'État. Or, la religion, c'est une affaire personnelle, sensible, intime. En faisant de la croyance religieuse le socle de la légitimité

politique du régime, ses idéologues ont en même temps favorisé un processus d'extériorisation de celle-ci. Pour les jeunes iraniens de votre âge, la religion n'est pas quelque chose d'intime : la religion c'est le pouvoir, c'est le gouvernement qui s'efforce de les museler et la police qui leur tire dessus. Cette gestion répressive de la part des autorités contribue à son tour à accélérer le processus de sécularisation de la société iranienne, entamé de très longue date (la société iranienne était déjà sécularisée il y a 40 ans, à l'exception de la décennie 1980, caractérisée par un fort repli identitaire et religieux).

Pour revenir à la question de la durabilité pouvoir en place, de son autoritarisme, de ses pratiques répressives, de la dualité politique et identitaire des Iraniens et du processus de sécularisation de la société, le régime ne cédera qu'à partir du moment où, et cela vaut pour tout régime, plus personne n'y croira. Et (*en s'adressant à la salle*) votre génération n'y croit plus. Mais attention, cela concerne surtout les jeunes urbains qui vivent comme vous, et qui ne représentent qu'une petite frange de la population. Dans les zones désertiques et rurales plus reculées, la situation est assez différente.

**MICHEL MAKINSKY** : Je souscris à ce qui vient d'être dit, ce n'est pas une révolution. Lorsqu'on veut qualifier un changement de régime, il est nécessaire qu'un certain nombre de conditions soient réunies. Or, en Iran, il manque des catégories d'acteurs indispensables à une vraie révolution. Contrairement à la situation française, le syndicalisme est squelettique ; il y a quelques secteurs professionnels fortement syndicalisés comme à Téhéran les chauffeurs de bus et les enseignants, ainsi que dans un certain nombre de raffineries, mais il n'existe pas une machine syndicale capable de tout bloquer. Dans un premier temps, ce sont les femmes et les jeunes filles (beaucoup d'étudiantes et même des lycéennes) qui se sont mobilisées contre le port du voile. On a d'ailleurs assisté à une riposte cruelle ultérieurement : des groupes d'ultra conservateurs proches de certains religieux et de milices parapubliques ont diffusé dans plusieurs établissements scolaires des gaz toxiques qui ont causé des centaines de malaises (heureusement sans gravité, mais visant à dissuader les lycéennes de manifester). Ces vagues d'empoisonnement ont suscité une grande émotion, notamment au vu de la passivité de l'appareil répressif et judiciaire. Progressivement différents segments de la population se sont mobilisés. Nous avons vu les manifestations se renforcer avec d'autres catégories, notamment les hommes, même si ces derniers ne représentent pas la majorité

des protestataires. De plus, n'oublions pas que ce sont surtout les grandes villes qui ont connu les plus fortes mobilisations, alors que les campagnes, plus conservatrices, sont restées plus à l'écart. Il faut noter qu'un acteur très important en Iran est resté largement à l'écart du mouvement : le bazar, cette puissante organisation de commerçants (qui se sont modernisés et industrialisés au fil des années et jouent un rôle moteur dans les échanges extérieurs de l'Iran), qui a des liens avec le clergé, qui est capable de faire une partie de la pluie et du beau temps en Iran. Or, le bazar n'a pas bougé et seulement quelques magasins ont fermé. Et n'oublions pas une caractéristique politique importante : en Iran, il n'existe pas de parti vraiment structuré, mais des factions dont les frontières sont floues, qui s'écartent, diminuent, s'entremêlent. Donc, nous avons seulement vu un mouvement de révolte et de revendications affirmées avec quelques points marqués (le recul des autorités sur le port obligatoire du voile n'a été que provisoire, la répression systématique a repris avec un zèle renforcé). Un autre élément très important concerne l'avenir du régime. On peut dire que l'appareil répressif composé des Gardiens de la Révolution, de milices officieuses, et éventuellement d'autres groupes qu'on appelle les vigilantes (qui sont des barbouzes, voire des criminels), crée la terreur dans le pays. Des milliers de personnes ont été enfermées puis relâchées assez vite et toutes affirment avoir maltraitées, traumatisées, obligées de signer des engagements de s'abstenir de toute activité politique, de revendication. Ces détenus relâchés sont terrifiés devant les menaces de représailles auxquelles ils s'exposent, eux-mêmes ainsi que leurs familles et proches. Le régime a donc l'impression d'avoir gagné, pourtant, ce n'est qu'une apparence. L'indignation est intacte et les mobilisations prennent d'autres formes, comme la désobéissance civile.

En ce qui concerne l'évolution du régime, le président américain Donald Trump souhaitait un changement de régime et dans un sens, il a gagné. Seulement ce n'est pas le changement qu'il escomptait ! Nous sommes en train d'assister à une mutation du régime, engagée depuis plusieurs années, vers la perte de son caractère clérical au profit d'une militarisation orchestrée par les Gardiens de la Révolution qui contrôlent de plus en plus d'échelons politiques et surtout à eux seuls, plus de 40 % de l'économie du pays. Ils sont passés d'un poids économique majeur à un poids politique tout aussi majeur (notamment au sein du Parlement, aux côtés du groupe ultra-conservateur Paydari). Leurs intérêts sont de plus en plus en contradiction avec ceux du Guide. Et s'agissant du clergé, nous avons des indicateurs



précis de l'effondrement structurel de ce dernier. Le premier indicateur de cet effondrement est la désertion des mosquées. De même, l'Iranien lambda change de chaîne lorsqu'il aperçoit un religieux à la télévision. Nous assistons à une sorte de changement de régime vers un pouvoir militarisé un peu comparable à celui du Pakistan (toutes choses égales par ailleurs) où l'armée contrôle une bonne partie du pouvoir (on connaît le vieux proverbe pakistanais : 'qui tient le bâton tient le buffle'). Lors des avant-dernières élections législatives de 2016, pour la première fois dans l'histoire politique iranienne, les religieux ont atteint leur niveau le plus bas avec un total de seize élus, soit un élu de moins que les femmes, une humiliation suprême pour eux. Et lors des dernières législatives 2021, une 'main divine' a donné une 'petite impulsion' afin de faire passer le nombre d'élus de 16 à une trentaine. Ce qui ne trompe personne sur la réalité du déclin. À l'effondrement du pouvoir clérical correspond symétriquement la « pasdaranisation » du régime, c'est-à-dire cette prise de contrôle quasi totale du pouvoir par les Gardiens de la Révolution. Et ce qui est très important, c'est que leurs intérêts sont en conflit depuis longtemps avec ceux du clergé et même du Guide. Nous avons vu des Fondations et des organisations contrôlées par Khamenei entrer en concurrence avec les structures des *pasdarans*. Ceux-ci se sont par ailleurs infiltrés dans plusieurs des grandes Fondations.

Et maintenant, à propos des tentatives de réchauffement entre Téhéran et Riyad, on apprend quelques semaines après l'accord saoudo-iranien du 10 mars 2023 que le négociateur principal de cet accord du côté iranien, le très pragmatique secrétaire du Conseil Suprême de la Sécurité nationale, Ali Shamkhani, qui a été le moteur, le concepteur et l'exécutant de cet accord, a été limogé et remplacé par un officier « dur » des Gardiens de la Révolution. Ce qui montre très clairement que le Guide est en train de perdre une partie de son pouvoir. Ce dernier a urgemment besoin d'un peu d'oxygène financier pour tenter de faire baisser quelque peu la tension intérieure qui atteint un niveau critique. Aussi il ne s'oppose pas (encourage discrètement) (à) des négociations avec l'AIEA et Washington, au prix de quelques concessions (par exemple ne pas enrichir de l'uranium au-delà de 60%). Les enjeux, pour lui, ne sont pas qu'à court terme. Il songe d'une part aux prochaines élections où Raïssi, l'actuel président, ne brillera pas par un bilan glorieux (crise économique et sociale, divorce de la société avec le régime, rejet du clergé, etc.). Une autre échéance (mais on ignore quand elle se présentera) est la succession de Khamenei qui ne peut que de rapprocher. Son pic



d'impopularité ne facilitera pas la désignation de son successeur par l'Assemblée des Experts (la bataille discrète pour les candidatures est largement engagée... derrière les rideaux). Le choix du futur Guide sera le fruit de 'grandes manœuvres' discrètes et de pressions vigoureuses.

De plus, nous avons assisté à une salve des Gardiens de la Révolution : ils ont lancé une campagne d'intoxication sur la diplomatie officieuse et officielle des États-Unis, avec un certain nombre de 'révélations' sur Robert Malley, un des principaux négociateurs nucléaires. Ce dernier a été écarté du Département d'État pour utilisation « inappropriée » de documents confidentiels et pour avoir eu des contacts dépourvus de prudence (selon les soupçons et rumeurs ainsi colportés dans plusieurs numéros du Tehran Times) avec des diplomates iraniens. Manifestement il s'agit de torpiller les négociations en cours entre Washington et la diplomatie américaine. (Or le Guide ne s'oppose pas à ces négociations, qu'il s'agisse des otages ou des petites mesures de confiance –'baby steps'- en vue d'obtenir le dégel partiel de quelques avoirs financiers iraniens bloqués dans divers pays). Très curieusement, deux supports ont ensuite poursuivi cette campagne. L'un, le site Semafor, dont le pilier Jay Solomon (célèbre contributeur du *Wall Street Journal* licencié par ce dernier pour des intérêts privés), l'autre, *Iran International* qui a relayé synthétiquement ces échos. Or l'actionnariat et la direction de ce dernier laissent apparaître une forte présence saoudienne. Téhéran dénonce régulièrement *Iran International* et avait demandé à Riyad de cesser de le soutenir, notamment financièrement. *Iran International* a contesté l'existence de ce soutien et en particulier de MBS ou son entourage et souligne que la présence saoudienne dans l'actionnariat se limite à des investisseurs privés. Ces deux médias ont dévoilé toute une série de contacts officieux entre des membres de l'équipe de Robert Malley et des responsables iraniens et Semafor a publié des messages échangés de part et d'autre. Est particulièrement visé un groupe de jeunes et brillants spécialistes binationaux d'origine iranienne. Des révélations de même nature ont visé Ali Vaez (figure incontestable du très respecté International Crisis Group) et son adjointe, ainsi que deux experts universitaires. En diffusant cette série de messages tirés de leur contexte, il s'agit, grâce à une interprétation biaisée, de discréditer gravement leurs auteurs et de les faire considérer au minimum comme coupables de graves imprudences, voire de condamnables complaisances. L'origine de cette étrange deuxième fuite n'est pas établie et mériterait d'être éclaircie. On peut penser que cette

seconde salve émane de proches de Trump, car plusieurs d'entre eux se démènent pour faire circuler et amplifier ces 'dénonciations'. Cela rejoint aussi la volonté israélienne de maintenir une tension élevée entre Téhéran et Washington. Mais un élément d'incohérence nous surprend : pourquoi, au moment où Riyad et Téhéran s'emploient à apaiser quelque peu leurs différends un média sous influence saoudienne (mais comportant nombre de journalistes d'origine iranienne peut-être proches des opposants au régime) se joindrait en quelque sorte à une campagne initiée par les « durs » du régime iranien ? Ceci fait partie des zones d'ombre de ce curieux épisode. Que les Gardiens de la Révolution et les conservateurs iraniens rejoignent Israël et les néoconservateurs Américains pour combattre tout compromis entre Téhéran et Washington s'explique, mais que des Saoudiens soient mêlés à cette manipulation laisse rêveur. Il est possible que ces derniers soient étrangers à celle-ci, mais au cas contraire, le mobile de leur accord reste mystérieux. À moins qu'il n'y ait une implication israélienne... Il reste qu'Ali Vaez et l'International Crisis Group ont fermement démenti les allégations malveillantes propagées à leur encontre, clarifié les ambiguïtés découlant de la reproduction de messages dépourvus de leur contexte, et dénoncé cette manipulation grossière. On ne peut exclure en effet que l'entourage de Trump ait ainsi agi dans le cadre des futures élections présidentielles de 2024.

**EMMANUEL LINCOT** : Alors cela devrait dire que nous assistons aujourd'hui à une fascisation du régime, c'est-à-dire la primauté d'un État profond.

**THÉO NENCINI** : Tout à fait. C'est le scénario le plus probable. Et ça fait un moment que cette trajectoire a commencé à prendre corps. Les religieux perdent du terrain en Iran, et ce n'est pas au profit des libertés, loin s'en faut.

Je trouve qu'il serait intéressant de « clouer la boucle » de notre échange en revenant là où nous avons commencé : les relations entre la Chine et l'Iran. Comme cela a été évoqué, il s'agit du sujet de ma thèse, ce qui m'a amené à plusieurs reprises à regarder du côté du Pakistan pour comprendre les modalités à travers lesquelles Pékin opère pour se rapprocher d'une « République islamique ». Michel a très pertinemment mentionné la dualité de l'appareil d'État pakistanais, et rappelé l'existence d'une forme de symétrie (bien que très différente à plusieurs égards) avec la dualité qui caractérise le pouvoir en Iran. Face à une

configuration si complexe et fragmentée, très différente de la centralisation extrême du processus décisionnel en Chine, les Chinois ont besoin d'y voir clair. Ils ne connaissent pas le Moyen-Orient si bien que ça. Dans son excellent ouvrage, intitulé *Chine et terres d'Islam*, le Professeur Lincot explique très bien la manière dont les Chinois conçoivent « leur » Occident, avec un mélange de crainte, de méfiance et de mépris. Leur souci, c'est le contrôle. Ce qui m'amène traiter de la question de l'usage massif de moyens de surveillance technologique dans la répression des mouvements de contestation. À présent, ce sont des entreprises spécialisées dans la reconnaissance faciale telles que la compagnie chinoise *Tiandy* qui sont en train d'investir ce secteur en Iran, et qui signent des contrats directement avec les Gardiens de la révolution (qui figurent sur la liste de leurs clients). À l'instar d'autres entreprises, *Tiandy* fournit des caméras de surveillance et des technologies de reconnaissance faciale automatisée, parmi d'autres solutions, qui sont d'ores et déjà déployées dans les principales villes du pays.

Cela est peut-être anecdotique, mais j'estime que c'est une manière intéressante de clore notre échange : on ne peut pas comprendre la politique étrangère de l'Iran sans prendre en compte ce qui se passe en interne, et vice-versa... les deux trajectoires évoluent synchroniquement. Et, manifestement, la direction vers laquelle tendent ces trajectoires simultanées est celle d'une « paix des autocrates ». Loin de se limiter à la Chine et à l'Iran, cette paix des autocrates concerne au même titre les monarchies du Golfe, la Turquie, les républiques post-soviétiques d'Asie centrale, la Russie, le Pakistan, l'Inde, etc. Les nouvelles routes de la soie, les nouveaux corridors de transport, ne sont pas *que* des infrastructures de transport. À travers la mise en œuvre de ce qu'on appelle la *Digital Silk Road*, ou d'autres initiatives comparables, ces pays investissent massivement dans les infrastructures de communication et de surveillance. La grande recomposition diplomatique et géostratégique à laquelle on assiste à travers le continent tient aussi, et peut-être surtout, au fait que les régimes en place entendent museler leurs sociétés respectives (et s'assurer du musèlement des sociétés voisines) pour assurer leur survie.

**MICHEL MAKINSKY** : Effectivement, c'est ce qui se passe en ce moment, des femmes qui circulent dans la rue sans voile reçoivent des SMS leur disant : « Attention, on t'a vue, premier avertissement. La prochaine fois, tu auras un gros problème ainsi que ta famille ». Pour ce qui

est du régime on pourrait imaginer que l'Iran conserve l'apparence d'un régime clérical, mais en réalité contrôlé par les Gardiens. Ce sera le cas si le futur Guide, successeur de Khamenei, sera une marionnette entre les mains des *pasdarans*. Mais à la différence de l'armée pakistanaise, dont on a parlé plus haut, les Gardiens de la Révolution, au moins la partie idéologisée de leur hiérarchie, entendent promouvoir un idéal religieux... discrédité par le clergé.

**EMMANUEL LINCOT** : C'est le principe chinois du crédit social !

**THÉO NENCINI** : Exactement ! Il est essentiel d'insister sur cet aspect, et mettre en exergue les convergences stratégiques entre ces pays, qui sont loin de se limiter aux échanges commerciaux, aux postures diplomatiques, aux communiqués de presse et aux déclarations d'intentions. Les alignements sont profonds, et incluent également les modalités de gouvernance, le positionnement des élites politiques à l'égard de la société civile, les restrictions des libertés, la répression des voix dissidentes... Il est fondamental d'approfondir ces « zones grises » peu étudiées, en insistant sur les considérations d'ordre sociologique qui constituent le socle de la grande recomposition des équilibres géopolitiques qui est à l'œuvre à travers l'Eurasie et que l'on peut qualifier de véritable tendance lourde.

**EMMANUEL LINCOT** : Avez-vous des questions ?

**Question de MENDEL FELLOUS** : J'aimerais revenir sur les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. On sait qu'il y a un rapprochement entre Israël et l'Azerbaïdjan depuis des années, non seulement pour les contrats militaires, mais aussi avec le conflit avec l'Arménie. Dans quelles mesures pensez-vous qu'il y a un tel rapprochement pour des acteurs économiques potentiels avec l'Iran et l'Azerbaïdjan et de quel point de vue l'Iran voit le rapprochement entre Israël et l'Azerbaïdjan ?

**MICHEL MAKINSKY** : Le dossier azéri contrarie énormément l'Iran, son voisin immédiat. Surtout, le poids de l'histoire pèse lourdement sur leurs relations. On peut dire que le « traité félon » de Turkmanchaï en 1828, qui a amputé la Perse d'une bonne partie de sa province azérie au profit de l'empire russe (l'Azerbaïdjan actuel a succédé à la république soviétique

d'Azerbaïdjan), a laissé des traces durables dans la mentalité collective. Même si l'Iran a renoncé au rêve d'une récupération de son ancien territoire, l'appareil sécuritaire iranien paranoïaque soupçonne toute revendication culturelle de la province azérie de dissimuler une tentative séparatiste et n'hésite pas à la réprimer avec un zèle démesuré, le cas échéant violent. En brimant les demandes culturelles cet appareil sécuritaire entretient la mauvaise humeur des populations, comme on le voit pareillement dans les provinces sunnites. Par ailleurs des structures proches des 'services' et de certains religieux iraniens n'hésitent pas pour leur part à mener périodiquement des actions de propagande-agitation en Azerbaïdjan qui agacent Bakou (dont les services compétents surveillent très étroitement ces agissements et procèdent de temps à autre à quelques arrestations). Symétriquement, l'Azerbaïdjan abrite quelques groupes nationalistes qui diffusent eux aussi de la propagande en direction de la population voisine en Iran. Mais ces 'escarmouches' n'ont pas d'effet en profondeur.

La présidence Rohani a introduit une inflexion significative dans la posture iranienne quant au conflit du Haut-Karabakh. Il existe traditionnellement une proximité politique avec l'Arménie (de plus, la population arménienne en Iran jouit d'une large tranquillité et d'une liberté de culte inconnue des autres minorités chrétiennes, à condition de faire preuve de docilité et de discrétion politique). Téhéran soutenait la position arménienne dans le Haut-Karabakh tout en prétendant à une certaine neutralité, voire se posant en 'médiateur' (peu convaincant). Or le président réformateur a pris une nette distance par rapport aux revendications de la partie arménienne dans ce différend. À l'étonnement de nombre d'observateurs, Rohani a approuvé la position de l'Azerbaïdjan dans le conflit du Haut-Karabakh. Qu'est-ce qui justifie ce tournant ? Le président iranien et ses conseillers s'étaient rendu compte que l'Iran, pour se désenclaver, devait avoir des relations économiques et énergétiques avec l'Azerbaïdjan, ce qui suppose de ne plus soutenir les séparatistes du Haut-Karabakh et leurs alliés arméniens. Surtout, de bonnes relations avec l'Azerbaïdjan sont également essentielles pour l'Iran dans le cadre de la délimitation extrêmement laborieuse (les échanges juridiques sur ce statut remplissent des bibliothèques entières) des eaux territoriales de la mer Caspienne. Tant que cette délimitation n'est pas finalisée par un accord sur son régime légal (plusieurs conventions sur des sujets spécifiques tels que les ressources halieutiques ont été signées), les exploitations gazières iraniennes ne peuvent pas progresser. Or, ceci représente de gros enjeux.

En sus, deux évolutions préoccupent fortement Téhéran. L'accentuation spectaculaire des relations entre l'Azerbaïdjan et Israël est un sujet de vive contrariété pour l'Iran, qui a perçu dans cette orientation la concrétisation de la stratégie israélienne d'encerclement de la République islamique. Il est vrai que les relations étroites avec Israël durent depuis plusieurs décennies (et même l'implantation juive dans cette zone remonte à des périodes très reculées, à l'instar de ce que les historiens appellent les 'Mountain Jews'), avec une implication israélienne qui va de la sécurisation de l'aéroport de Bakou à autoriser les Azéris à fabriquer des drones sous licence israélienne. Ce qui irrite particulièrement l'Iran, ce sont les agissements suspectés d'agents des moudjahidin du peuple pour opérer comme sous-traitants des services israéliens sabotages et assassinats dans le secteur nucléaire iranien. Mais en fait c'est principalement depuis le Kurdistan irakien que partent traditionnellement ces infiltrations. Cette proximité azérie avec Israël inquiète vivement l'Iran. Elle s'est encore manifestée lors de la reconquête récente du Haut-Karabakh par un appui en matériels (drones fabriqués en Azerbaïdjan sous licence israélienne utilisée en même temps que des drones turcs). Autre signe de la proximité croissante entre Israël et l'Azerbaïdjan : Bakou a ouvert une ambassade en Israël, alors qu'une ambassade israélienne existe en Azerbaïdjan.

Le président azerbaïdjanais utilise aussi ses convergences avec Israël pour que l'État hébreu pèse en sa faveur aux États-Unis auprès du lobby juif au Congrès pour contrer l'influence arménienne. La 'carte' azérie va prendre une importance croissante pour Israël depuis la brouille entre la Turquie et l'État hébreu, déclenchée par la colère d'Erdogan qui a décidé sa complète solidarité avec le Hamas (avec qui la Turquie entretient de bonnes relations liées notamment aux liens du Hamas avec les Frères musulmans également proches du Qatar) dans la crise de Gaza. C'est une vraie rupture avec le rapprochement d'Ankara avec Israël encouragé par Bakou. Ce tournant est un sujet de satisfaction pour Téhéran.

Une autre évolution laisse perplexe : depuis deux ans, on assiste à une sorte de fuite en avant du président Aliyev, qui avait jusqu'à présent fait preuve d'un certain pragmatisme avec la politique du « zéro problème » : avoir de bonnes relations avec les Russes, avec Israël, avec les Iraniens, avec ses voisins et au-delà. Mais depuis deux ans, on assiste à la crispation à propos du Haut-Karabakh qui a culminé avec la cuisante défaite des 'séparatistes' et l'occupation d'un territoire récupéré par une offensive-éclair à laquelle la Russie de façon un

peu inattendue ne s'est pas vraiment opposée (en partie parce qu'elle concentre ses efforts sur l'Ukraine, mais surtout, car des relations de coopération avec Bakou sont beaucoup plus importantes que le sort de l'Arménie avec qui Moscou est 'en froid'). Cette offensive a entraîné un fort regain de tension entre Bakou et Téhéran. Du coup, l'Iran s'est rapproché de l'Arménie. Le cœur de la crispation entre les deux voisins (qui a suscité des menaces d'intervention des Gardiens de la Révolution, des mouvements de troupes près des frontières et des accrochages -certes limités-) est la décision unilatérale azérie de construire le corridor de Zanghezour reliant la province excentrée de Nakhitchevan au reste du territoire azéri. Or ce corridor bloquerait l'accès de l'Iran à l'Arménie, ce qui est totalement inacceptable pour la République islamique. Longtemps le président Aliyev s'est montré inflexible sur le tracé de ce corridor. La tension entre les deux voisins a cru jusqu'à atteindre presque un casus belli. In fine les deux pays ont trouvé un compromis pragmatique : le futur corridor traversera le territoire iranien, ce qui, au passage, devrait profiter aux entreprises iraniennes de travaux publics... Il reste que des deux côtés, on assiste régulièrement à des provocations limitées qui en fait sont autant de moyens de pression pour obtenir chez chacun des changements de posture.

**EMMANUEL LINCOT :** Rappelons-le, il y a des affinités très grandes entre Azéris et Iraniens puisque la deuxième langue, notamment parlée à Téhéran, est l'Azéri. De plus, les gens de l'Azerbaïdjan dans la majorité sont des chiites.

**MICHEL MAKINSKY :** C'est juste. La minorité azérie, la principale d'Iran, représente en gros 20% de la population totale et 25% de celle de Téhéran. Ironie du sort, le guide Khamenei est originaire de cette région, il parle cette langue turcophone, mais il ne s'en vante pas trop...

**THÉO NENCINI :** Je n'ai pas grand-chose à ajouter. Nous avons peut-être juste omis une information importante pour ceux parmi nous qui ne sont pas proprement des « iranophiles ». L'Iran est un pays multiethnique, dont l'essentiel des zones frontalières est peuplé de minorités ethno-linguistiques, qui vivent à cheval des frontières avec les pays voisins. Au nord-ouest de l'Iran nous avons les Azéris, qui – comme cela vient d'être rappelé – partagent la même langue et culture des « Azerbaïdjanais » voisins. À peine plus au sud, les Kurdes, sunnites, qui à l'inverse des Azéris entretiennent une relation compliquée avec



Téhéran, ce qui est également le cas des Baloutches, eux aussi sunnites, qui peuplent la région au sud-est du pays (et vivent également de l'autre côté de la frontière, au Pakistan). Celles-ci sont les minorités les plus importantes démographiquement, mais l'Iran abrite également des populations arabes (dans le Sud-Ouest, à la frontière avec l'Irak, et l'extrême-sud du pays, à la lisière du golfe Persique), des Lors (qui habitent les zones montagneuses du Sud-Ouest), des Turkmènes (à la frontière du pays homonyme), des Gilakis (qui vivent le long de la mer Caspienne), mais également des populations nomades dans les régions de Chiraz, des Arméniens, que l'on vient d'évoquer, et d'autres encore...

Cette présence importante de minorités ethniques sur le territoire national (près de la moitié de la population) demeure néanmoins une question sensible, un atout potentiel comme une source majeure de vulnérabilité. Un engagement politique du gouvernement dans ces territoires peut d'une part contribuer à élargir la profondeur stratégique de l'action extérieure de l'Iran (ce qui est finalement très rarement le cas), mais peut, d'autre part, si conduit improprement (comme cela est souvent le cas), raviver ou aggraver des situations de tension irrésolues, qui peuvent rapidement dégénérer en épisodes sanglants. Autant du temps de la monarchie que depuis l'avènement de la République islamique en 1979, le pouvoir iranien a dû composer avec ces minorités, et parvenir à un *modus vivendi* – ce qui a été bien moins le cas de celles abritant des factions irrédentistes, telles que les minorités kurde et baloutche.

Quant au positionnement face à la crise du Haut-Karabakh, je vois difficilement les Iraniens « lâcher » les Arméniens. À mon avis, la question arménienne représente pour Téhéran une opportunité de peser dans les recompositions géopolitiques à l'œuvre dans la région du Caucase, tout en n'étant pas dans une position de force face à une Russie ancienne puissance impériale (y compris dans sa variante soviétique), même si la capacité d'influence de Moscou dans la région s'érode rapidement, et, surtout, au duo turco-azerbaïdjanais. Il est par ailleurs difficile d'avoir des informations précises sur les relations entre Téhéran et Bakou. À l'instar de l'Iran, l'Azerbaïdjan est un pays très fermé. Ce qui est certain c'est que le positionnement des différentes factions politiques iraniennes, et notamment des formations proches du

Guide suprême, pèse énormément sur ce dossier comme il pèse sur celui du rapprochement avec Moscou, avec Riyad, avec Pékin, etc.

**MICHEL MAKINSKY :** Nous avons évoqué la place des Gardiens de la Révolution comme pôle dominant du régime iranien. Il convient, par souci de nuance, de ne pas le traiter comme un bloc monolithique, ce qui est une tentation courante. Cet ensemble est en réalité plus composite. En son sein il comporte des strates, non seulement générationnelles, qui comprennent les anciens combattants de la guerre Iran-Irak, tout un groupe qui est surtout dans les appareils sécuritaires, les services de renseignement, des militaires professionnels dans les 3 armes (terre, air, mer), des forces spéciales. À côté, on trouve des personnels engagés dans des centres de recherche militaire, des universités, et surtout le très important conglomérat industriel Khatam ol Anbia, un des principaux groupes industriels du pays. Et puis il y a des Gardiens qui contrôlent et exercent dans des entreprises les plus variées dans à peu près tous les secteurs d'activité. Ces derniers sont plus pragmatiques, inquiets de la tournure actuelle de l'économie et des tensions. À travers maints signaux, visiblement le tout répressif ne suscite pas l'unanimité au sein des Gardiens, y compris au sein des structures sécuritaires qui s'inquiètent des troubles intérieurs et du divorce de la société et du régime. Ils ne sont pas davantage sereins devant les tensions régionales qui peuvent dégénérer. La crise de Gaza préoccupe les *pasdarans* devant les risques d'extension incontrôlable du conflit. Pour être complet, rappelons que la branche militaire des Bassidj (ces miliciens supplétifs, militants, qui exécutent les basses-besognes du régime) est rattachée aux Gardiens de la Révolution.

**Question de MENDEL FELLOUS :** Que pensez-vous de l'intégration de l'Iran aux BRICS ?

**THÉO NENCINI :** Je suis loin d'être un spécialiste des BRICS. Très sincèrement, avant le sommet de fin août 2023 en Afrique du Sud, les BRICS étaient pour moi une initiative des années 2010 largement finie aux oubliettes... Or, la dynamique de cette entité semble avoir été relancée avec l'intégration de l'Iran, de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis, de l'Égypte, de l'Éthiopie et de l'Argentine.

**MICHEL MAKINSKY :** Et la candidature de l'Algérie n'a pas été retenue !

**THÉO NENCINI :** Les BRICS sont une plateforme de dialogue et de concertation qui, à mon sens, sert surtout à montrer aux Occidentaux que ces pays-là sentent que « l'heure est venue ». Car au fond, ces pays n'ont que peu d'intérêts communs ou de visions politiques partagées, si ce n'est une forme d'animosité, voire de ressentiment à l'égard des puissances occidentales.

**MICHEL MAKINSKY :** Les BRICS sont une espèce de coalition un peu floue, avec des objectifs dont on ne voit pas encore bien les contours. Plus qu'une animosité anti-occidentale (certains membres entretiennent une collaboration avec l'Occident) il faut parler de la constitution d'un bloc qui se veut une alternative aux structures occidentales ou contrôlées par l'Occident. Il s'agit de se différencier sur divers enjeux. Il est important de souligner le caractère éminemment hétérogène de cet ensemble. Ce qui semble émerger, c'est la volonté de ces membres d'une part de créer un forum de concertation, mais aussi, plus intéressant, de mettre sur pied des mécanismes originaux de coopération économique. Récemment, a été lancée l'idée que les BRICS pourraient créer une monnaie digitale. Il y a là visiblement un exercice de communication vis-à-vis du dollar, ce qui est cohérent avec les observations de Théo Nencini. Par contre, au sein des BRICS il existe une banque dont les activités sont pour l'instant modestes (en comparaison des grands organismes financiers internationaux), mais on voit qu'elle intéresse les Iraniens pour avoir peut-être accès à certains circuits de financements qui, autrement, n'existent pas, et deuxièmement, paradoxalement, elle semble intéresser les Saoudiens qui viennent de rentrer au capital de la banque en question. Cette marque d'intérêt suscite une importante question qui nécessiterait une plus ample réflexion : quels sont les scénarios valides de l'avenir économique de l'Arabie saoudite? En effet il conviendrait de s'interroger sur la robustesse du modèle économique saoudien face à l'accumulation de défis dont le royaume est très conscient.

Assurément, ce dernier dispose de ressources financières considérables (en plus la signature du pays est telle qu'il peut faire appel au marché financier international sans difficulté). Pour financer ses besoins, on voit que Riyad entretient soigneusement le cours du baril à un niveau considérablement élevé, mais à moyen terme, est-ce que cette économie n'est pas fragile face à d'énormes besoins contradictoires ? Nous constatons que le royaume fait périodiquement appel aux capitaux étrangers. Il est frappant de noter que le groupe Aramco,

bien qu'extrêmement prospère et bien géré, et n'ayant pas besoin d'argent, fait pourtant appel aux marchés internationaux. Ça veut dire que ce n'est pas pour ses propres besoins, mais qu'il sert de banquier pour des projets non ou insuffisamment financés.

La question qu'il faut se poser est : est-ce que l'Arabie saoudite n'est pas, à moyen ou long terme confrontée à une impasse ? Ce délicat sujet, pratiquement pas abordé en public, mais présent dans les scénarios des analystes, mérite un examen approfondi. Ce relatif silence s'explique par le fait que la France entretient une proximité politique démesurée avec l'Arabie saoudite qui provoque une auto-censure. Ceci était visible lors du forum d'investissements franco-saoudiens, tenu à Paris le 23 juin dernier avec la participation de nombreuses personnalités du monde de l'entreprise et de la finance, de plusieurs ministres, investisseurs, consultants et lobbyistes, auquel j'ai participé. La France y a été décrite comme troisième (et futur premier !) investisseur étranger en Arabie saoudite. Or à côté de ce tableau flatteur la vérité des chiffres est en réalité peu reluisante et soigneusement occultée dans le discours public. Il s'agit du déficit considérable de nos échanges commerciaux avec Riyad, qui nous fait payer des montants considérables ses livraisons de pétrole et nous achète quelques Airbus et un peu d'armement. Cette situation est préoccupante dans la mesure où au nom de notre alignement politique irrationnel les pouvoirs publics n'osent pas demander une ristourne sur le prix du pétrole que le royaume nous livre. Alors que Paris pourrait opportunément rappeler que si le GIGN n'était pas intervenu en 1979, le régime royal n'existerait plus. De même, le fait que la France se soit associée à Riyad dans le calamiteux conflit du Yémen (un fiasco stratégique majeur dont MBS cherche à s'extirper), et donc ait participé à la sécurité de l'Arabie saoudite, pourrait également justifier une remise sur ses achats de pétrole qui ruinent notre économie.

L'Arabie saoudite nous étrangle financièrement. Une prise de conscience est-elle en train d'émerger ? Bruno Le Maire, pour la première fois, a fait une déclaration intéressante à propos des débats sur les baisses de quelques centimes du prix du carburant à la pompe. Le ministre de l'Économie a dit : « ce n'est pas à la pompe que se situe le problème, c'est à la source, c'est l'Arabie saoudite et la Russie ». Cette déclaration a été accueillie avec un silence opaque à l'Élysée et étonnement dans la classe politique comme dans les supports d'opinion. Or cette anomalie mériterait d'être dénoncée et analysée.

**Question d'AMAURY BOUCHER (étudiant Master GSI) :** Est-ce que l'Iran a un rôle particulier dans le conflit avec la Chine et Taïwan ? Est-ce que la Chine se rapproche de l'Iran simplement pour se désenclaver ou est-ce qu'elle a d'autres attentes particulières ?

**THÉO NENCINI :** La question de Taïwan est anecdotique pour l'Iran. Téhéran n'a non seulement pas la capacité de peser dans ce dossier, mais n'a surtout aucun intérêt à s'y immiscer. La position de l'Iran est claire : le soutien à la Chine, qui est l'acteur décisif de la stabilisation économique (et bien plus qu'économique, comme on vient de le voir) du pays. Je pense donc que la question d'un rôle particulier de l'Iran dans le dossier taïwanais ne se pose même pas.

**EMMANUEL LINCOT :** Si ce n'est peut-être des revendications territoriales iraniennes par rapport à ses voisins. Justement, appuyer la cause chinoise par rapport à Taïwan pour faire valoir ses « droits historiques » sur des îles diverses et variées au large du Qatar.

**MICHEL MAKINSKY :** Je reviens sur l'enjeu stratégique du Yémen. À ce propos je voudrais formuler deux observations. La première sur l'enjeu stratégique, en réalité modeste, du Yémen pour l'Iran en dépit des apparences. Il convient de rappeler une déclaration du ministre des Affaires étrangères de Rohani, Mohammad Javad Zarif, qui a été interrogé en février 2020 par un journaliste américain. Ce dernier lui demande : l'Iran a-t-il un intérêt stratégique au Yémen ? Zarif a répondu qu'il n'y en avait aucun. Le Yémen est d'ailleurs très loin des frontières iraniennes. Tout le monde sait que c'est un investissement minime. Il s'agissait en réalité de gêner l'Arabie saoudite dans ses diverses postures (notamment son agressivité à l'égard de l'Iran). Cet objectif a été atteint au-delà de toute espérance. Autre observation : par contre, un pays pour qui le Yémen et ses îles représentent un véritable intérêt stratégique, notamment au travers de l'île de Socotra, c'est les Émirats arabes unis. Ces derniers ont une vraie stratégie, y compris géopolitique, maritime, etc. Ils ont vu que l'aventure yéménite leur coûtait trop cher, et surtout que leur contingent avait enregistré des pertes. Mohammed ben Zayed, le très avisé émir et président émirati, a compris que rester dans le borbier avec les Saoudiens ce n'était pas intéressant. C'est pourquoi les Émiratis se sont retirés de la coalition menée par les Saoudiens. Malgré ce désengagement, ils ont installé une base navale au Yémen, sur l'île de Socotra. Or ils ont appelé des techniciens israéliens

pour participer à sa construction (et sans doute à son utilisation, car le site est d'une importance stratégique pour surveiller et sécuriser la circulation maritime). Cette implication a très vivement irrité Téhéran et la réaction iranienne n'a pas tardé. Les Gardiens de la Révolution iranienne ont très vite répliqué en faisant tirer sur quelques tankers émiratis. Les responsables de la marine émiratie ont rapidement rencontré leurs collègues iraniens et les deux parties ont promptement mis fin à ce « malentendu ». Socotra, pour les Émirats arabes unis, fait partie de leur stratégie maritime de constitution d'un chapelet de points d'appui. Pour les Iraniens, tant que leur liberté de circuler au large de l'île est préservée, cette base ne leur pose pas de souci majeur.

**EMMANUEL LINCOT** : Il y avait également un projet chinois à Socotra, mais aussi un au Qatar. Ce projet posait problème à Washington puisque la base de *G's* au Qatar est une des plus importantes au monde après Guam. C'est très important, cela montre que la Chine, précisément, se rapproche des Américains.

**MICHEL MAKINSKY** : Il y a une épine dans la relation entre les Émirats arabes unis, qui sont d'ordinaire très pragmatiques, et les Iraniens, au sujet de l'occupation iranienne des îlots d'Abou Moussa et de la Petite et de la Grande Tomb. Téhéran se prévaut depuis le retrait britannique d'un droit historique d'occupation de ces îlots, ce que contestent les Émirats arabes unis. Or, depuis plusieurs décennies, les Iraniens refusent obstinément de vouloir soumettre ce différend à une juridiction internationale ou une cour d'arbitrage, ce que leur avaient proposé les Émiratis. Arc-bouté sur ses prétentions Téhéran refuse non seulement toute négociation et toute solution juridique en répétant un unique argument : ces droits sont historiques, donc ils n'ont pas à être validés par un tiers. Ils ne se discutent pas. J'ai eu des entretiens privés avec des officiels Iraniens et leur ai fait remarquer : « vous dites aux Émiratis qu'il faut que les États de la région mettent en place un outil commun de sécurité régionale, sans les puissances étrangères (= les Américains), ce qui suppose une confiance entre ces partenaires. Or dans le même temps, la République islamique campe sur une position de blocage sur la question de la souveraineté sur ces îlots sans argument si ce n'est brandir les droits 'historiques' qu'elle refuse de faire évaluer par des tiers impartiaux. Ceci est parfaitement illogique, car si les droits en question sont attestés, une Cour ou des arbitres en reconnaîtront sans peine la validité ». Je ne reçus qu'un silence embarrassé ! Devant cette

étrange attitude qui décrédibilise la position iranienne suspectée d'arrière-pensées, on se demande quelle est la véritable raison qui se cache derrière cette crispation ? Les Gardiens de la Révolution veulent-ils pouvoir avoir quelques missiles installés là aux côtés de leurs redoutables petites unités rapides de la marine iranienne au cas où un pays voisin menacerait la République islamique ou pour exercer des pressions sur les pays du Golfe ou la circulation maritime ? La présence de Téhéran serait-elle liée à des gisements potentiels de pétrole ou de gaz ? Le refus de compromis entraîne une suspicion inutile de mauvaises intentions iraniennes. Au surplus s'il s'avérait que la souveraineté de l'Iran ne soit pas validée, il serait toujours possible de trouver un compromis autorisant une présence iranienne 'paisible' en échange de la souveraineté des Émirats arabes unis sur ces îlots. Il est vrai que le nationalisme exacerbé bien connu en Iran rend sensible à l'excès tout ce qui peut être perçu comme un 'abandon' de territoire national.

**EMMANUEL LINCOT** : Effectivement, comme le relevait à l'instant Théo Nencini, il y a un symétrique de situation entre cette partie du monde et le Sud de la mer de Chine, parce que la Chine se réfugie aussi derrière des arguments historiques en disant « cela nous a toujours appartenu ». Donc l'Iran, la Chine, la Russie, mais aussi la Chine sont quatre acteurs majeurs à la volonté de déployer un impérialisme afin de neutraliser leurs adversaires.



*Ce débat a été retranscrit par la promotion 2023-2024 des étudiants de la promotion du Master Géopolitique et Sécurité internationale de la Faculté des Sciences sociales et économiques et de Droit (FASSED) de l'Institut Catholique de Paris :*

AÏSSOU Nassim - BARBARIN Lucas - BEAUD-BLANCKAERT Auguste - BOUCHER Amaury - CALVEZ Pablo - CARON Mathilda - CHALIBERT Johan - CHARRIER Louise - CHERIFI BRAULT Margaux - DA COSTA Marine - DEL OLMO Claudia - DEMOUEVAUX Simon - DUHAMEL Virgil - FAVROLE Pauline - FELLOUS Mendel - HARRISON Christian - LOIRET Jeanne - MARTENS Corentin - MAZE-SENCIER DE BROUVILLE Hugues - MILLE Lisa - MOSCONI Adelina - NIGOGHOSSIAN Gassia - RENAY Théophile - ROBIN Axel

# L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME  
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[iris-france.org](http://iris-france.org)



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.